



**Komitee für den Europäischen Bundesstaat
Committee for a European Federal State
Comité pour l'Etat Fédéral Européen
Comitato per lo Stato federale Europeo
Comité voor de Europese Federale Staat**

www.euraction.org - euralert@euraction.org

Federal Core Viewpoint n. 3, Décembre 2007

SANS ETAT FEDERAL EUROPEEN, LA ZONE EURO EST EN DANGER

L'heure de vérité approche pour l'économie mondiale.

Le dollar a de plus en plus de difficultés à demeurer la devise de référence dans le système monétaire international et le marché américain n'est plus capable d'alimenter seul la croissance et le développement de l'économie mondiale. Mais aucune monnaie et aucun système économique au monde ne peuvent désormais assurer de tels leaderships, pas plus que de devenir le pivot d'un nouveau système monétaire plus stable à même de réconcilier les besoins de développement du commerce et de l'économie avec ceux d'une distribution plus équitable des richesses et d'une utilisation plus rationnelle des ressources environnementales.

Sur le front économique, les politiques mises en œuvre dans l'Eurozone et par la Chine ont contribué à réduire le rôle prééminent du dollar, mais n'ont pas été en mesure, et ne le sont toujours pas, de créer un système politico-monnaire alternatif crédible et évolutif. L'Euro et le Renmimbi (monnaie chinoise) ont par là-même contribué à soulever le problème du dépassement du système de Bretton Woods, sans pour autant être en mesure de contribuer à le résoudre. En fait derrière l'Euro n'existe aucun Etat susceptible de garantir des politiques de développement tant sur le continent européen – à travers une politique économique européenne que l'Union Européenne est incapable d'élaborer et d'impulser – que au dehors – à travers une politique étrangère européenne pour laquelle l'Union Européenne est dans la même incapacité. Le Renmimbi, d'autre part, est un instrument que le gouvernement chinois démontre vouloir exploiter pour satisfaire les besoins du développement intérieur chinois et de la politique étrangère avant toute prise en considération d'intérêts plus globaux.

En matière de commerce international, les Etats-Unis mènent une politique monétaire et économique de plus en plus agressive en ce qui concerne les exportations, à la fois pour rattraper l'effrayant déficit accumulé dans les dernières années (depuis quelque temps déjà les exportations américaines ont augmenté plus vite que les importations), et pour tâcher de limiter le pouvoir contractuel de la Chine (la Chine détient d'énormes montants de capitaux et d'obligations libellés en dollars) en fixant la valeur de la monnaie américaine et par là les perspectives mêmes de croissance de l'économie américaine. Face à ce contexte, en l'absence de politiques continentales adéquates, les pays européens n'ont d'autre issue que d'affronter de plus en plus la concurrence des produits asiatiques et d'outre mer. Il suffit de considérer qu'aujourd'hui déjà les accords passés par les pays européens, en ordre dispersé, afin d'essayer d'augmenter les ventes de biens en direction de la Chine sont voilés par la croissance du déficit du commerce extérieur de l'Union Européenne avec la Chine (près de 15 millions d'Euros par heure). Ainsi en un peu plus de deux mois les Européens rendront à la Chine l'équivalent de ce qu'elle aura à payer aux industries françaises dans les prochaines années suite aux accords passés par le Président Sarkozy lors de son dernier voyage à Pékin.

De toutes parts il est demandé une meilleure coordination des politiques de l'Eurozone et même une gouvernance de l'Euro. Est-ce vraisemblable dans le contexte institutionnel de l'Union Européenne ou dans celui envisagé par le nouveau traité réformateur ? La réponse est négative.

Pour être crédibles, ces propositions devraient faire partie d'un plan de relance de l'union politique de l'Europe qui ne peut se concevoir sans la création d'un Etat Fédéral Européen. Comme il est impensable que cet objectif puisse être partagé par les Vingt-Sept, il revient à un groupe plus restreint de pays de prendre cette responsabilité.

C'est aux membres fondateurs, à l'Allemagne et à la France en particulier, de mettre un terme à leurs politiques nationales ambiguës et de proposer un Pacte Fédéral avec la mise en place d'un noyau fédéral. Seule cette initiative donnera les moyens aux Européens de relever les défis en matière de problèmes commerciaux, économiques et monétaires.

**Under the auspices of the Kerneuropaverein – Association for a Federal Core e. V.
President, Franco Spoltore, c/o MFE Pavia, via Volta 5, I-27100 Pavia
Secretary, Yves Lagier, UEF Franche Comté, 2, Place Payot, F- 25000 Besançon**